

# ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

## Infrastructures routières : Colas souhaite accompagner le CTRI

MSM  
Libreville/Gabon

Le P-DG de Colas Gabon, Christophe Roque, a rencontré, jeudi dernier à la Primature, le chef du gouvernement de la Transition, Raymond Ndong Sima, afin de lui manifester la volonté de son groupe d'accompagner l'ambition du CTRI dans le domaine des infrastructures.

La séance de travail entre les deux personnalités a essentiellement porté sur un état des lieux des travaux menés par cette société. C'était aussi l'occasion pour le patron de Colas Gabon de proposer un accompagnement à l'État dans le cadre de l'exécution

des projets contenus dans la feuille de route du CTRI consistant en l'amélioration du réseau routier national. " Nous avons présenté à la fois l'avancée de nos travaux et la disponibilité du groupe Colas à participer aux projets qui seront lancés par le gouvernement de la Transition dans les prochaines semaines. Nous souhaitons être une force de proposition et nous voulons apporter des solutions à la fois techniques, financières et participer à la remise en place d'un certain nombre de projets ", a indiqué le P-DG de Colas Gabon.

Présent dans notre pays depuis bientôt cinq décennies, Colas a réalisé plusieurs infrastructures



Le Premier ministre s'entretenant avec le P-DG de Colas Gabon.

routières. Les plus récentes sont le tronçon de la Transgabonaise Nsile-Bifoun, d'un linéaire d'une

soixantaine de kilomètres. L'entreprise va également réaliser les travaux de réhabilitation de la

voirie de Franceville. De même, elle s'apprête à livrer les travaux de la Baie-des-rois à Libreville.

## Opep : le Gabon dirigera la Conférence ministérielle dès 2024



Le Gabon dirigera la conférence ministérielle de l'Opep dès 2024.

MSM  
Libreville/Gabon

ALORS que le prix du baril de pétrole continue de dégringoler, les 13 ministres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et les membres élargis, menés par l'Arabie saoudite, se sont retrouvés jeudi à Vienne, en Autriche.

Le Gabon était représenté par le ministre du Pétrole, Marcel Abéké, qui a participé par visioconférence à la fois à la 187e Conférence ministérielle de l'Opep et à la 36e réunion ministérielle de l'OPEP +. Membre de l'Opep (de nouveau) depuis 2016, le Gabon s'est vu

confier pour 2024 la présidence de la conférence de l'Opep, l'organe décisionnel suprême de cette organisation.

Depuis 2016, notre pays s'est allié avec les grandes puissances pétrolières telles que la Russie ou le Brésil dans ce qui est communément appelé OPEP +. Le membre du gouvernement gabonais a rassuré ses pairs quant à " la disponibilité du Gabon à travailler de concert avec l'ensemble des membres ". Pour rappel, l'Opep œuvre à la stabilisation du marché pétrolier et a recours à des instruments tels que la politique des quotas afin de soutenir le prix du brut.

## Régularisation des artisans miniers : 775 cartes délivrées dans la Ngounié

GMNN  
Libreville/Gabon

DANS la Ngounié, l'opération de régularisation des artisans miniers connaît un franc succès. Déployées dans cette province depuis le 20 novembre dernier, les équipes du ministère des Mines ont enregistré à ce jour 775 artisans. Ces derniers ont, dans le même temps, reçu leur carte. Ce document leur permet désormais d'exercer en toute légalité, tout en bénéficiant de l'accompagnement des pouvoirs publics.

Les artisans se recrutent aussi bien parmi les jeunes, les adultes que des personnes âgées des deux sexes. En dépit de l'état de la route, compliquant l'accès des véhicules à certains endroits, les techniciens du ministère des Mines sont allées vers les populations dont certaines ont effectué des kilomètres de marche pour répondre à cet appel à la régularisation.



Des artisans miniers se faisant enregistrer.

"Les jeunes ayant abandonné leurs études sont très motivés à l'idée d'exploiter les mines artisanales, car c'est pour eux un nouveau moyen d'être autonomes dans la société", a confié une postulante. Ces orpailleurs et autres sont issus de différentes localités de la région, d'Etéké à Yéno, d'Ovala et Massinga à Malinga et Ekebele, en passant par

Mimongo ou Ikoye-Ikobe. Sans oublier Mouila, le chef-lieu de la province. Si 802 dossiers ont été enregistrés par les équipes dédiées, 27 ont été rejetés, faute de documents administratifs requis, tels que les actes de naissance. Lancée depuis le 16 octobre dernier dans le Moyen-Ogooué, ladite opération se poursuit dans l'arrière-pays.